

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Impossible déconnexion

- International - Europe -

Date de mise en ligne : dimanche 23 janvier 2005

Démocratie & Socialisme

La tentative de François Hollande de demander à Jacques Chirac de " déconnecter " le débat sur le referendum sur la constitution européenne du débat sur les questions de politique française intérieure, nous semble totalement impossible. Pour au moins trois raisons :

- ▶ La première, c'est que c'est Jacques Chirac qui a négocié ladite Constitution Giscard, qui l'a amendée ou laissée amender, c'est lui qui l'a signée, c'est lui qui en porte la responsabilité majeure, c'était la droite qui était majoritaire dans la convention qui l'a préparée, et aucune raison, aucun argument, sauf duplicité, n'empêchera, Jacques Chirac, la droite, les frères Sarkozy de se targuer de ce texte européen qui est le leur, qui porte leur marque, qui approuve leur politique, qu'ils peuvent citer abondamment contre nos propres projets socialistes...
- ▶ La seconde, c'est qu'en France, c'est Jacques Chirac qui a la maîtrise du referendum, de sa date, de la question, et aucun Français, quelles que soient les astuces de présentation, ne votera sans savoir que c'est à Chirac, à son gouvernement qu'il répond. Chacun voit que le sort de JP Raffarin lui-même est lié à ce referendum, que l'avancement de celui-ci au printemps plutôt qu'à l'automne est une question de politique intérieure, que si le " oui " l'emporte, Chirac passera la fin de son quinquennat dans des conditions plus favorables pour lui que si c'est le " non " .
- ▶ La troisième, c'est que c'est une mauvaise pratique que de vouloir " déconnecter " l'Europe et la France. Il est méséducatif de vouloir faire croire aux Français que l'Europe est à un autre niveau, lointain, sans lien direct avec notre politique française, comme si le niveau européen échappait au clivage droite-gauche, au choix entre Europe libérale et Europe sociale, comme si en votant lors des élections européennes, il n'y avait aucun lien avec la politique française. C'est bien évidemment le contraire qu'il faut chercher à réaliser : faire toucher du doigt concrètement, en proximité, à des millions de français l'importance des liens entre ce qui se décide en Europe à tous niveaux et ce qui se décide en France.

Il n'est que trop clair que le " oui " socialiste a déjà des conséquences : le gouvernement, les médias, la droite, se " lâchent " et colorent ce " oui " comme une évolution droitrière du Parti socialiste, comme une rupture avec son congrès de Dijon, avec ses campagnes à gauche du 28 mars et du 13 juin 2004. Donc, Raffarin fait mine d'aller plus loin contre les 35 h, contre le Code du travail, les chiens de garde du Medef, les Dassault et autres Baron Seillière se déchaînent tous ensemble. Ils avaient eu peur des grandes grèves de 2003, ils avaient eu peur des résultats électoraux qui s'en étaient suivis, ils sentent qu'il " y a du mou à nouveau dans les cordages ", et que " la gauche sociale-libérale reprend du poil de la bête "... Ils font donc un forcing derrière les frères Sarkozy, ils espèrent rendre irréversible leurs attaques contre les salariés, les retraites, la Sécu, les 35 h, pour que leur victoire semblera naturelle en 2007 : eux aussi sont pour une " droite durable " et pour cela, il leur faut une gauche molle...

Au lieu de cela, il faut faire flèche de tout bois contre ce gouvernement et l'Ump. Même les leaders du " oui " doivent le comprendre : il faut décupler l'opposition frontale à la droite, il faut reprendre le ton des luttes, des contr'attaques, tenter d'empêcher chacun de leurs mauvais coups. Dés maintenant, dès 2005.